

Sûreté des installations nucléaires en Biélorussie

Trente ans après l'accident de Tchernobyl en Ukraine voisine, la Biélorussie construit sa première centrale nucléaire. Le premier réacteur devrait, avec l'aide de la Russie, être opérationnel en 2018. Cependant, au fur et à mesure qu'il progresse, le projet suscite de plus en plus de craintes liées à la sûreté.

La Biélorussie devrait réaliser ses aspirations nucléaires avec l'aide de la Russie

Les [conséquences](#) de la catastrophe de [Tchernobyl](#) de 1986 – qui a [contaminé](#) presque un quart de la Biélorussie, mais qui reste [tabou](#) dans le système totalitaire jusqu'à ce jour – ont freiné les aspirations nucléaires naissantes de Minsk pendant des décennies. Toutefois, en 2006, le gouvernement a [approuvé](#) les plans de construction de la première centrale nucléaire de Biélorussie. Ostrovets, à quelque 50 km à l'est de la capitale lituanienne, a été sélectionnée pour l'accueillir, choix qui a été [confirmé](#) par décret présidentiel en 2011. En 2009, Minsk a annoncé que la société russe Atomstroyexport serait l'entrepreneur général. Le premier béton a été coulé en 2013. La Russie devrait fournir un réacteur innovant de type VVER 1200 d'ici la fin de l'année 2016. Il sera refroidi grâce à l'eau de la rivière Nérís, qui traverse Vilnius en aval. Le premier réacteur devrait être opérationnel en 2018, le deuxième en 2020. Deux réacteurs supplémentaires, dont la mise en service devrait avoir lieu en 2025, sont également [prévus](#).

Le nucléaire – la solution à la dépendance énergétique de la Biélorussie vis-à-vis de la Russie?

La Biélorussie [dépend](#) fortement de l'énergie russe. Environ 90 % des importations de gaz biélorusse proviennent de la Russie. Les industries lourdes biélorusses utilisent des technologies énergivores de l'époque soviétique et les citoyens biélorusses se sont habitués à des prix de l'énergie artificiellement bas. Dans ce contexte, et en prévision de la mise en service de la centrale nucléaire d'Ostrovets, le président Alexandre Loukachenko a [exhorté](#) les citoyens, en avril 2016, à préférer autant que possible l'énergie électrique au pétrole et au gaz en soulignant que ces derniers "seront plus chers, tandis que l'électricité deviendra meilleur marché". Si Minsk affirme que la centrale nucléaire permettra de réduire la dépendance énergétique du pays envers la Russie, des critiques avancent que la Biélorussie – dont l'économie d'État est [en difficulté](#) – demeurera dépendante de son voisin: non seulement la centrale nucléaire est construite par des entreprises russes, mais Moscou [finance](#) également le projet dont le coût s'élève à [22 milliards de dollars américains](#).

La construction de la centrale nucléaire d'Ostrovets suscite des inquiétudes à l'échelle internationale

Tandis que toute opposition interne à la centrale nucléaire est [muselée](#) par le président autocrate de la Biélorussie, la Lituanie [accuse](#) ouvertement le pays de violer les conventions d'[Espoo](#) et d'[Aarhus](#) des Nations unies, en ce qu'il n'a pas réalisé d'évaluation d'impact environnemental, ni fait part du projet à la Lituanie, ni encore informé le public de l'incidence de ce dernier sur la rivière Nérís et sur l'eau potable en Lituanie. En 2014, les parties à la convention d'Espoo ont estimé que Minsk avait [manqué](#) à certaines de ses obligations concernant la construction de la centrale nucléaire. En mars 2016, le comité d'application de la convention a [suggéré](#) qu'une commission d'enquête internationale se penche sur le litige pour contribuer à le régler. À la suite d'un incident survenu le 8 avril (que Minsk n'a confirmé que le 10 mai), la Lituanie a [renouvelé](#) son appel à des tests de résistance et a exhorté l'Agence internationale de l'énergie atomique à veiller au respect des exigences internationales en matière de sûreté.



À la suite de l'accident nucléaire de Fukushima survenu en 2011, le Conseil européen a [demandé](#) que soient effectués des tests de résistance de toutes les centrales nucléaires de l'Union. Dans ce contexte, la Biélorussie a [accepté](#) de soumettre le réacteur nucléaire de sa future centrale nucléaire à des tests de résistance, en utilisant le modèle du [groupe des régulateurs européens dans le domaine de la sûreté nucléaire](#). Dans sa résolution de 2013 sur la [politique de l'Union à l'égard de la Biélorussie](#) (2013/2036(INI)), le Parlement européen a invité la Biélorussie à "appliquer les normes internationales de sécurité les plus élevées et à réaliser une analyse d'impact environnemental véritablement indépendante lors de la construction et de l'exploitation de toutes les centrales nucléaires" conformément aux conventions d'Espoo et d'Aarhus et à son engagement de 2011 à réaliser des tests de résistance.

Dans le cadre du [programme d'action annuel 2015 concernant la coopération en matière de sûreté nucléaire](#), l'Union européenne a alloué un millions d'euros au renforcement des capacités de l'autorité biélorusse de réglementation nucléaire MES/Gosatomnadzor en matière de préparation et de réaction aux situations d'urgence nucléaire.

Dans ses [conclusions sur la Biélorussie](#) de février 2016, le Conseil a réaffirmé que les relations de bon voisinage et la coopération régionale étaient essentielles pour le renforcement de la coopération entre l'Union et la Biélorussie, a rappelé qu'il était important de garantir la sûreté nucléaire au-delà des frontières de l'Union et a demandé à la Biélorussie de coopérer avec les autorités internationales compétentes.